

Chantier « En associant leurs parents, tous les enfants peuvent réussir »
SYNTHESE de la RECHERCHE ACTION 2010-2014 - BREST

**« ASSOCIER LES PARENTS AUX QUESTIONS
EDUCATIVES, UNE QUESTION POLITIQUE »**

Chantier soutenu et animé
par le Contrat Urbain de Cohésion Sociale de l'agglomération brestoise
et par le Projet éducatif local de Brest

Mouvement lancé au niveau national en 2009, à l'initiative d'un collectif d'associations, un chantier intitulé « en associant les parents, tous les enfants peuvent réussir », a fédéré des initiatives qui, sur toute la France (23 sites), ont développé des actions et des réflexions autour de l'association des parents « pauvres » aux politiques éducatives. Sur Brest, pendant 4 ans, 3 sites ont répondu à l'appel à projet de l'IRDSU et expérimenté, participé à la réflexion : la Maison Pour Tous du quartier du Valy Hir, le Centre d'Animation de Pontanezen qui après fusion avec le centre social l'Escale est devenu Horizon dans le quartier de l'Europe, la Maison des Parents, un lieu d'accueil parent-enfant situé à Bellevue.

Pendant plus de 4 ans à raison d'une dizaine de réunions par an, et de la participation à des séminaires nationaux une fois par an, ont réfléchi ensemble aux questions éducatives, mis en œuvre des méthodes originales d'association, participé à une recherche-action : des parents usagers et bénévoles et des professionnels de terrain de ces trois structures, une alliée d'ATD quart monde, des professionnels représentant diverses institutions : l'Éducation Nationale, la Caisse d'Allocations Familiales, la ville de Brest, le Conseil Général du Finistère, des professionnels de divers dispositifs ou réseaux : le Dispositif de Réussite Educative, le Projet Educatif Local, le Réseau d'Ecoute, d'Appui et d'Accompagnement des Parents, le Développement Social Urbain des sociologues de l'Université de Brest ont apporté leur contribution scientifique en accompagnant le projet.

Au total une soixantaine de personnes a participé à ces réflexions et actions sur Brest avec un noyau dur d'une vingtaine de parents et professionnels.

Ce chantier « En associant leurs parents, tous les enfants peuvent réussir » est animé dans le cadre d'un projet national regroupant 23 quartiers et 6 réseaux nationaux (IRDSU, ATD Quart Monde, La FCPE, Les PEP, PRISME, Fédération des centres sociaux) sur le territoire national.

A Brest, le projet s'inscrit dans le cadre du Projet éducatif local et soutenu par le Contrat Urbain de Cohésion Sociale. La démarche locale a été accompagnée par le Laboratoire d'études et de recherche en sociologie – UBO (LABERS).

« ASSOCIER LES PARENTS AUX QUESTIONS EDUCATIVES, UNE QUESTION POLITIQUE »

Associer les parents, à l'école, dans les équipements de quartier, dans le travail social, permet-il de garantir la réussite des enfants ?

La question paraît simple, mais la réponse est complexe.

Si on espère trouver là une solution miracle et unique, ou une série de recettes de cuisine, qui puisse s'appliquer à tous les coups pour garantir la réussite des enfants, c'est NON.

- Parce qu'on ne peut jamais savoir ce qu'est réellement une éducation réussie. D'où la critique récurrente de ce terme de "réussite" dans nos travaux. A quel moment un parent peut-il réellement affirmer : « j'ai réussi l'éducation de mon enfant » ou « mon enfant a réussi » ?
- Parce que parents et enfants sont également acteurs. Aucune éducation ne peut se faire à la place de l'enfant, et s'imposer à lui. Les parents peuvent se démener, s'entourer d'adultes qui les soutiennent, coopérer avec des professionnels, ne "pas lâcher le morceau" face à la difficulté de leur enfant, sans qu'on puisse pour autant être assuré de la réussite de l'enfant. Les professionnels peuvent associer les parents, chercher avec eux le plus sincèrement possible des solutions, les écouter, prendre en compte leur point de vue et leurs savoirs : cela permettra sans aucun doute de trouver des relais, de coordonner les actions, mais là aussi sans garantie que l'enfant s'en saisisse.

Mais si on prend au sérieux tout ce qui peut être apporté dans le fait de travailler ensemble, c'est OUI. Parents, professionnels, intervenants bénévoles et enfants ont beaucoup à gagner au rapprochement entre institutions, entre éducateurs, à cet effort démocratique de reconnaissance d'un commun engagement dans les questions éducatives. Un chantier national, expérimenté à Brest pendant 4 ans, a montré ce qu'on peut attendre quand on associe les parents et la manière dont on peut mettre en œuvre cette association. Ici et ailleurs, de nombreux professionnels, projets, institutions, associations travaillent déjà avec les parents en les associant aux réflexions et aux décisions concernant leurs enfants et plus largement l'organisation des services et des projets. Ils ont expérimenté des manières de faire qui fonctionnent et qui peuvent être généralisées.

Tous les parents quelles que soient leurs conditions de vie sont des acteurs.

Les parents sont tous acteurs. Même s'ils sont soumis à de fortes contraintes qu'ils ne maîtrisent que partiellement (peu de moyens financiers, peu de connaissances scolaires, peu de marge dans le choix du lieu où ils habitent, peu de mobilité). Tous savent et peuvent exprimer des préférences et des idées concernant leurs enfants et concernant les problèmes éducatifs en général. Identifier les ressources qui leur seront le plus utiles. Décider les solutions qui, étant données leurs ressources, leurs valeurs et leurs contraintes sont les meilleures. Pas meilleures dans l'absolu, mais les plus adaptées à ce moment-là, à cette situation-là.

Conséquence pour les professionnels et les intervenants quand il faut prendre des décisions concernant un enfant : associer ne signifie pas laisser les parents seuls responsables des choix et décisions. Mais construire des espaces pour permettre, parents et professionnels, de formuler les besoins de l'enfant, de prendre conscience des problèmes s'il y en a, ou de relativiser les difficultés passagères éventuelles ; de discuter sincèrement, honnêtement des solutions possibles, envisageables, des pistes, ce qu'on peut en espérer, ce qu'on peut en attendre, leurs limites aussi ; et parfois de prendre les décisions ensemble.

Conséquence également quand on réfléchit à l'organisation d'un service ou d'un projet dans une structure, ou sur un territoire : les usagers ont des choses à apprendre aux professionnels, ils ont des connaissances et des idées qui, prises en compte et au sérieux, permettent de poser des choix plus pertinents.

Tous les adultes sont collectivement responsables de l'éducation des enfants et des jeunes. Les parents sont les premiers éducateurs mais pas les seuls éducateurs.

L'enfant, dans son parcours de vie, rencontre beaucoup d'adultes, dont en premier lieu ses parents, qui lui permettent progressivement de grandir, d'apprendre et de penser « quelle personne il veut être et devenir ». Ces adultes sont tous responsables des jeunes générations, sans qu'il y ait exclusivité de cette responsabilité. Professionnels et bénévoles ne peuvent se débarrasser des problèmes sur le dos « des parents qui ne font pas leur boulot ».

Associer les parents, c'est donc réaffirmer la responsabilité de tous les adultes autour de l'enfant. Les parents ne sont jamais éducateurs seuls. Tous ont besoin de soutien pour les aider dans ce qu'ils font déjà ou pour faire ce qu'ils ne peuvent ou ne veulent pas faire. L'intensité du soutien est variable selon les moments et selon les besoins. Ce soutien est variable dans son contenu (concret, matériel, psychologique) et ses modalités conduisant à une délégation plus ou moins importante : aide dans la vie quotidienne – courses, ménage – et dans les soins quotidiens à prodiguer à l'enfant (nourrir, habiller, soigner); suivi des devoirs scolaires ; instruction de l'enfant ; éducation de la politesse et du respect des règles sociales etc. Mais cette délégation ne veut pas dire démission ou désintérêt, elle signifie juste que les parents ne sont pas que parents, qu'ils ne possèdent pas non plus tous les savoirs et toutes les capacités. Ils ne peuvent comme parent subvenir à tous les besoins éducatifs de leurs enfants. Pas plus qu'un professionnel.

On ne naît pas éducateur, on le devient.

Devenir un "meilleur" éducateur – parent ou professionnel – cela s'apprend. Ce n'est pas une qualité innée, encore moins une propriété sociale réservée à certains milieux sociaux, ou liée à un diplôme. Et cela évolue. Selon les moments de vie, les histoires de chacun, les formations reçues, les expériences traversées, sa capacité à répondre au besoin du / des enfant(s) dont on a la charge se transforme. Tout participe à nous construire comme parent : la fréquentation des autres, professionnels, militants, autres parents, les lieux d'éducation populaire, nos lectures, les émissions de télé... Les parents ne reproduisent pas simplement ce qu'ils ont vécu enfant, mais dessinent un chemin dont l'issue est d'autant plus ouverte que l'on garantit des espaces de transmission variés. Le rôle des professionnels dans la construction de ces espaces de transmissions est central particulièrement quand les espaces informels de transmission dans les familles, les réseaux de voisinage et d'amitié sont fragilisés. Des temps collectifs, plus ou moins organisés, plus ou moins conviviaux, permettent des échanges et des transmissions, tout aussi souvent entre pairs qu'entre professionnels et parents.

Une société démocratique se construit avec des citoyens égaux en droit et en dignité.

Quel que soit l'enjeu de la réussite des enfants, associer les parents est un objectif en soi. Tous les parents. C'est-à-dire aussi ceux qui n'ont pas ou peu de revenus, ceux qui n'ont pas ou peu de diplômes, ceux qui ne parlent pas la langue des hommes politiques ou des techniciens et professionnels du travail social ou de l'Éducation Nationale...

Dans une démocratie, chaque personne est citoyenne et à ce titre, a vocation à prendre part à l'organisation de la société, à construire le vivre ensemble. Le « vivre ensemble » n'est pas une réalité préexistante à laquelle il faudrait s'intégrer, s'adapter. L'enjeu n'est pas que les uns adoptent les modes de vie, les manières d'être et de parler des autres. Le « vivre ensemble » est un espace de confrontation et de réflexion où prendre en compte les intérêts et les idées de chacun.

La démocratie nous fait fondamentalement égaux, dotés des mêmes droits : droit à la parole, droit d'être écouté, droit d'être entendu, droit à être pris en compte, droit à la dignité, à la reconnaissance, au respect, droit à la vie de famille, à la sécurité affective et matérielle... Et elle a vocation à élargir ces droits, à les approfondir en passant des droits garantis par la loi à leur mise en pratique. Par exemple depuis la loi de 2002 renouvelant l'action sociale, le droit des usagers a fait une entrée en force dans les dispositifs du travail social. Il reste encore beaucoup à faire mais la place des usagers est de plus en plus incontournable. De même les parents sont des « partenaires » de l'école depuis la loi de 1989, et la récente « refondation de l'école » le réaffirme avec force, posant le cadre d'une réelle coopération entre parents et enseignants. Reste à mettre en œuvre concrètement ce que le droit énonce déjà.

Egalité donc mais en reconnaissant les différents points de vue de chacun depuis la place qu'il occupe. Nos savoirs, nos manières de faire et d'être, nos valeurs aussi parfois, sont construits par des expériences différentes du monde social, par les possibilités et contraintes pratiques et matérielles dans lesquelles nous vivons. La confrontation de ces différents points de vue sur le monde social est donc une nécessité. Il n'y a pas d'un côté des professionnels qui savent, de l'autre des parents qui ne savent pas. La rationalité des valeurs et des modes de vie est égale. Elle n'est pas pour autant également « bonne » et « juste » pour la vie en collectivité. Il n'y a donc pas nécessairement accord. Une société plus démocratique est donc une société construisant des espaces de réflexions et de décisions collectives, c'est-à-dire aussi plus conflictuelle, dans laquelle tous les citoyens, ont les moyens et le temps pour débattre sur les finalités, sur les objectifs, sur les manières de faire. Et où ce qui l'emporte n'est pas le rapport de force mais l'échange raisonné des arguments.

DES QUESTIONS QUI DOIVENT ETRE DEBATTUES DANS DES COLLECTIFS LARGES

Le chantier a permis de replacer certaines questions au centre de la discussion publique et de voir qu'elles ne faisaient pas consensus. Elles sont donc en débat ; y associer parents, usagers, professionnels, enfants est une nécessité, car les compromis trouvés sur ces questions ne peuvent être que provisoires.

- **Que signifie la réussite ?** Quelle place doit prendre l'école dans celle-ci ? Aucune définition univoque ne s'impose : travailler bien à l'école ? Avoir un bon métier ? Être bien dans ses « baskets » ? Être heureux ? Et au-delà de ces visions très individualisées de la réussite, comme si c'était une affaire personnelle, quelle place accorder aux dimensions collectives, à la société dans laquelle on vit ? On peut en effet, dans le monde tel qu'il est, tenter de « sauver sa peau » et de se ménager une bonne place. On peut aussi changer ce monde et ces injustices. Aucune imposition ou injonction ne peut de l'extérieur définir ce que signifie pour chacun, réussir : on peut et on doit donner tous les moyens à l'enfant, mais c'est lui qui s'en saisira, ou pas. Ces différentes visions de la réussite donnent des pistes pour construire une action politique : déscolariser la société, diminuer la pression scolaire en reconnaissant d'autres aptitudes, d'autres valeurs... tout en assurant mieux l'entrée dans les acquis fondamentaux que l'école a pour fonction de transmettre (entrée dans la culture écrite et dans la culture savante), ne pas penser l'émancipation comme une affaire individuelle mais comme un objectif collectif.
- **Quel rôle pour les services publics ?** Comment rééquilibrer les relations entre services publics et usagers ? Au service de qui travaillent ou doivent travailler les services publics ? Avec quelles missions ? Avec quelles possibilités pour leurs usagers de leur demander des "comptes" ? Avec quelle ouverture à la singularité, à l'équité, mais aussi quelle garantie du maintien de l'égalité entre tous ?
- **Doit-on rechercher par-dessus tout la cohérence éducative entre parents et professionnels ?** Le consentement ? Là aussi des tensions se sont fortement exprimées à ce sujet. C'est une question récurrente de l'intervention sociale tiraillée entre un pôle non intrusif, modeste, basé sur la libre adhésion d'un côté, et un pôle plus prescriptif, plus assuré de la supériorité du savoir professionnel de l'autre. Ces deux modes d'intervention, pourtant très contrastés, ont été désignés comme des ressources par des parents, montrant qu'il n'y en a pas un qui marcherait à tous les coups ou un qui ne marcherait jamais. Les membres du chantier s'accordent sur la nécessité de construire le travail de conviction et d'adhésion, et de rechercher inlassablement des espaces où échanger, discuter. Ce qui est profitable à l'enfant, rappelle le chantier, ce sont des adultes qui agissent en lui donnant des éléments pour grandir et se construire, qui se respectent, se reconnaissent, se font confiance, mais pas forcément en étant tous et toujours d'accord entre eux. La recherche de l'adhésion et du consentement systématique peut conduire sinon : soit à ne pas agir pour le bien de l'enfant quand son parent ne suit pas ; soit à contraindre le parent à donner un accord de façade auquel il n'adhère en fait pas.
- **Qu'est-ce qu'une « bonne » éducation ?** Les conceptions éducatives sont liées aux valeurs mais aussi aux contraintes objectives. Il faut donc composer avec la diversité des normes éducatives, la reconnaissance de la singularité, des conditions de vie des parents et des enfants, sans sombrer dans un pur relativisme où nous renoncerions et à l'égalité et aux droits des enfants. Vu la variabilité des manières de « bien éduquer » dans le temps, dans l'espace, selon les milieux sociaux, la question n'est donc pas tellement de définir une seule norme mais de réfléchir à ce qu'on fait avec ces différentes conceptions de l'éducation.

DES PROPOSITIONS POUR GENERALISER DES EXPERIENCES QUI MARCHENT

EN TERMES DE POSTURES PROFESSIONNELLES

Construire des relations de confiance. La confiance ne se décrète pas, mais elle se travaille :

- **par l'explicitation des rôles, des priorités, des logiques et des fonctionnements des uns et des autres,** c'est-à-dire aussi des contraintes et des possibles dans lesquelles chacun est immergé. Il ne s'agit pas de devenir intimes, ou amis, mais de se comprendre. Comprendre les logiques d'actions, ne signifie pas forcément les approuver ou trouver des « excuses » au comportement de l'Autre. Ce n'est pas non plus chercher et encore moins trouver un consensus. Mais, en permettant à chacun de faire l'effort d'un décentrement par rapport à son point de vue pour comprendre le point de vue de l'Autre, il s'agit de réduire les représentations négatives forgées sur la distance et la méconnaissance. Des comportements, des pratiques maladroits d'un côté comme de l'autre peuvent être vécus sinon comme des formes de violence et/ou de déni, là où elles sont juste l'expression d'une rationalité « normale » (si j'étais à cette place, dans ces contraintes, moi aussi, je raisonnerai ou j'agirai comme ça).
- **par l'« humanisation » des relations.** Une part de soi, pour le professionnel et le parent, est nécessairement engagée dans la relation. Sans qu'il faille échanger des éléments d'intimité ou de vie privée, la relation nécessite de prendre en compte la personne dans sa globalité avant de s'intéresser à son seul problème, ou à la seule dimension engagée par sa fonction : un professeur s'adresse à un élève, mais c'est parce que l'élève sent qu'il est aussi un enfant, un jeune aux yeux du professeur, que la relation se construit. Cela veut dire aussi que l'attention à "ce qui va", aux potentialités, aux ressources doit être aussi aiguisée que celle à "ce qui ne va pas" et aux difficultés, manques, problèmes. Cette rencontre réelle entre deux personnes doit être prioritaire sur les contraintes administratives, les ordinateurs et tout ce qui fait écran. Cela signifie aussi qu'une parole ne peut pas être disqualifiée a priori, parce que celui qui la prononce a par ailleurs des difficultés.
- **par la construction d'un cadre autorisant la prise de risque pour le professionnel comme pour le parent,** permettant d'expérimenter, offrant la possibilité de se tromper et de changer. Le **droit à l'erreur** est un droit fondamental : se tromper n'est pas être coupable, c'est chercher par essai erreur, à avancer, progresser, trouver des solutions, pour les professionnels comme pour les parents. Mais cela impose aussi que les erreurs ou les choses qui n'ont pas marché, puissent être dites, reconnues, explicitées pour pouvoir être dépassées, et qu'elles ne disqualifient pas les personnes.
- **par la mise à distance des rencontres se transformant en jugement / tribunal / mise en cause.** Le terme même de « convocation » est parfois problématique. Les mots sont ainsi importants pour dire l'enjeu des rencontres : informer d'une décision prise, échanger pour chercher ensemble une solution, rencontrer pour se connaître sans enjeu de prise de décision, convoquer pour sanctionner... Plus les termes sont précis, plus la posture des professionnels est claire et plus les parents savent l'enjeu de la rencontre, mieux c'est. Si la rencontre ne sert qu'à dire les problèmes, de manière unilatérale, sans qu'il y ait réelle coopération pour avancer ensemble sur l'énoncé des diagnostics, pour essayer de sortir du problème, pour chercher des solutions, alors elle est la plupart du temps complètement inutile voire contre-productive.
- **par la possibilité offerte aux parents comme aux professionnels de mobiliser des "tiers",** médiateurs, pour sortir d'un face-à-face quand il est tendu, notamment en pensant des rencontres également collectives et pas seulement individuelles.

S'engager dans des relations, s'investir comme personne nécessite pour les professionnels de :

- **réfléchir à la « bonne distance »**, aux limites qu'ils souhaitent se donner (temporelles, spatiales, affectives), les connaître et les expliciter. Les intervenants bénévoles s'autorisent souvent davantage à transgresser les frontières mais les professionnels hésitent : quand ils le font, c'est souvent dans le déni, le malaise, le questionnement ou le rappel à l'ordre des collègues et de la hiérarchie. Or être professionnel n'est pas contradictoire avec le fait d'être engagé, bien au contraire. La réflexivité et la distanciation sont des éléments de la professionnalité, pas la froideur ou l'absence d'émotions, et encore moins l'absence d'engagement.
- **poser les questions collectivement, pour ne pas rester seul avec ses pratiques professionnelles**, pour pouvoir prendre du recul sur ses propres postures et leurs conséquences. Partager son expérience avec ses collègues, profiter de la leur. Pouvoir surtout mettre en question les manières d'être et de faire et réfléchir au sens qu'elles ont, à leurs conséquences (à quoi et à qui servent-elles?). D'où l'importance des collectifs de travail, des équipes.
- **ne pas être simple exécutant** et savoir que travailler dans le champ du social et de l'éducatif est toujours une manière particulière de faire son travail. Être cet éducateur, cet enseignant, ce travailleur social c'est assumer un engagement, une prise de position, c'est témoigner d'un rapport spécifique aux autres et au monde. Et c'est en ayant conscience et en explicitant ce rapport au monde, que les parents peuvent ressentir de la justesse et de la fiabilité.
- **faire reconnaître que certaines missions qui font partie du travail professionnel doivent effectivement en faire partie !** Inscrire dans les fonctions, la fiche de poste, l'emploi du temps, des temps, des lieux et des formations pour ne pas reléguer à la marge des fonctions centrales (à l'école, dans les lieux d'accueil de loisirs, dans les administrations...) autour de la relation avec les familles, parents et enfants.

- **L'alternance des rencontres individuelles et des rencontres collectives.** Parler de son enfant / parler de l'éducation des enfants, deux questions différentes mais complémentaires. Les professionnels développant ces deux temps et ces deux formes d'association, si ce n'est à égalité au moins avec un égal soin, montrent que mixer des temps où les personnes sont individualisées, et des temps dans des collectifs bienveillants, où l'on se construit comme acteur, sujet, où l'on relativise, où l'on réfléchit pour trouver des solutions collectives est émancipateur.
- **Travailler par groupe de pairs pour faire émerger une parole collective.** Technique d'animation expérimentée dans le chantier à maintes reprises, le travail par groupe de pair est très efficace : les parents parlent aux parents, les professionnels aux professionnels, les élus aux élus. Le croisement réside dans la restitution des échanges qui est pensée en amont par la désignation d'un secrétaire de séance qui rend compte sous différentes formes possibles après concertation avec son groupe, du contenu du travail réalisé. Ces techniques d'animation nécessitent un temps suffisant pour être organisées, mais croire qu'on peut s'en passer aboutit souvent à déséquilibrer la parole, en la laissant être monopolisée par ceux qui en ont la plus grande maîtrise, et vient réintroduire de la hiérarchie et de l'inégalité. Au sein de ces groupes de pairs, chacun part de ses propres expériences pour réfléchir puis le groupe analyse : il regarde quelles sont les expériences parlantes, regardent les représentations que chacun se fait de ces expériences, les logiques de chacun, sa manière de penser. Puis le groupe réfléchit : pourquoi tout le monde ne vit pas les choses pareillement. Il ne s'agit pas juste de dire : les parents pensent ça, les professionnels pensent ça. Mais de passer de cet énoncé à une compréhension des raisons de cet énoncé et de dégager des pistes d'action. Cette technique est aussi très utile pour des choses très pratiques expérimentées pendant le chantier : pour organiser une fête de quartier, plutôt que de faire une réunion mixte où d'emblée habitants et animateurs échangent sur leurs idées, passer par le temps des groupes de pairs permet que des choses réellement plus égalitaires, et plus créatives émergent. Le risque est sinon grand que les professionnels, parce que c'est leur boulot et qu'ils y ont déjà réfléchi, soient plus « rapides », s'imposent et imposent des solutions qui ne sont pas forcément les plus judicieuses.
- **D'autres outils d'animation et d'expression de l'éducation populaire** ont été expérimentés avec succès dans le chantier, favorisant l'explicitation des points de vue et les logiques qui les sous-tendent : photo langage, atelier d'écriture, « tortues » ou « aquarium », théâtre forum, travail par post-it, par dessins... La diversité de ces outils pédagogiques engagent souvent le corps tout autant que la tête, l'oral tout autant que l'écrit, et laissent de la place aux émotions tout autant qu'à la réflexion. Les supports pour montrer et rendre visibles les expériences s'écartent des outils classiques (exposé oral ou compte rendu) en inventant des formats rendant plus accessibles les contenus à partager, permettant à tous de prendre du recul et de la distance par rapport à son expérience.
- **Instaurer régulièrement des temps conviviaux.** Les temps informels, dans des cadres à la fois larges et rassurants, libèrent la parole, rendent possible la rencontre : vive les fest-noz, les couscous, les fêtes de quartier et les sorties scolaires ! Cela passe aussi par une grande qualité de l'accueil et de la mise en relation, qui permette à chacun d'être à égalité de reconnaissance, de parole et de dignité (organisation des lieux et des espaces, jeux d'accueil, mise en mouvement, attention aux petites « attentions »...)
- **Savoir comment vont se passer les rencontres :** pour éviter que les uns et les autres aient peur des rencontres, suivre une trame d'organisation un peu ritualisée rassure. Elle permet aux personnes déjà impliquées de se faire médiatrices, d'inviter de nouveaux parents, d'élargir le cercle en levant les craintes, en rassurant, en expliquant que dans ce cadre par exemple, on se vouvoie ou on se tutoie, on parle ou on écoute...

NOS RECOMMANDATIONS EN TERMES DE MOYENS POLITIQUES ET INSTITUTIONNELS

- Pour garantir dans la posture des professionnels une ouverture à la relation, une capacité à nouer des relations de confiance, humaines, respectueuses, on ne peut pas s'en tenir qu'à des qualités personnelles, renvoyer ça à la seule personnalité des intervenants. Le cadre, construit par l'institution, pensé par l'équipe doit le permettre. Certains éléments ne coûtent rien : ne pas utiliser de jargon, proposer des lieux autorisant la convivialité, la symétrie, l'échange, développer des pédagogies et des techniques d'animation démocratiques.
- Mais proposer, tant dans la fréquence que dans la durée, de vraies rencontres, nécessite aussi du temps (et donc de l'argent). Pour rendre possible ces postures professionnelles et ces techniques, les soutiens politiques et institutionnels sont capitaux. Il y faut :
- Des temps et des lieux dédiés à la relation avec les familles (parents et enfants), notamment dans l'éducation nationale.
- Des formations initiales et continues : multiplier les occasions de se former ensemble, voire des "co-formations" dans la suite des techniques développées par ATD quart monde, levier particulièrement efficace pour engager des coopérations, pour créer davantage de symétrie entre tous, pour changer les regards, lever les préjugés, les craintes, pour faire l'expérience de l'égalité des intelligences et de la complémentarité des savoirs.
- Des cadres de travail en équipe : pour partager les tâches et pour promouvoir confiance et coopération dans les équipes. Ne pas être isolé, pouvoir s'appuyer sur les ressources de l'équipe / des équipes (passer le relais, bénéficier des échanges d'expériences, relativiser, mettre des limites plus ajustées, interroger ses pratiques), s'y sentir reconnu est nécessaire pour continuer de se former dans sa profession, et construire des réponses collectivement. Si l'on veut éviter le jugement, la peur de sanction, qui bloque l'exposition de soi et de ses difficultés, ces collectifs doivent exister comme espace de collaboration, de coopération, non de compétition.
- Une hiérarchie bienveillante : il est normal bien sûr que les professionnels rendent des comptes auprès de leurs supérieurs, garants de la bonne marche des institutions. Mais la confiance des cadres à l'égard des professionnels de terrain est très importante. La confiance passe par l'autorisation des expérimentations, la valorisation des initiatives, le soutien aux professionnels de terrain. Une hiérarchie qui s'attache à tenir l'esprit démocratique, plus que les règlements, élargit le cadre des actions.
- Un allègement des procédures : L'institutionnalisation est parfois galopante et les équipes croulent sous la « paperasse », les dossiers à remplir pour les parents comme pour les pros se multiplient. Une partie des rencontres sont de fait plus des temps de vérification, de contrôle, de réaffirmation des normes, de propositions parfois d'autres prises en charge, alourdissant considérablement le travail des professionnels, décourageant les parents et sans effets sur l'amélioration de la situation.
- Une réelle prise en compte des besoins matériels des parents : Couverture des frais de déplacement ; de formations des bénévoles ; réflexion sur modes de garde des enfants (scolarisés ou non) lors de ces temps de rencontre ; réflexion sur les horaires
- L'articulation de deux échelles professionnelles qui correspondent à deux territoires d'intervention permet d'allier travail de proximité sur un quartier et travail institutionnel sur la ville, voire au-delà. Rares sont les parents qui vont directement, sans intermédiaire, s'autoriser à venir à une soirée débat sur le sommeil ou à une journée de réflexion sur le Projet Educatif Local. Ce sont les professionnels de proximité, dans les structures de quartier, les écoles, les multi accueils, qui repèrent les parents potentiellement intéressés, qui assurent de fait les « recrutements », sur des formes à la fois très ouvertes, mais avec des invitations également plus ciblées, plus individualisées auprès des personnes repérées comme potentiellement motivées, intéressées. Pour lever les réticences, permettre que les parents s'autorisent, le travail de mobilisation effectué par le réseau associatif, les professionnels de proximité, les militants de l'éducation populaire est incontournable.

POUR EN SAVOIR PLUS :

Site du PEL de Brest : www.pel-brest.net

Site du contrat de Ville : www.brest.fr/solidarite-proximite/action-sociale/le-contrat-urbain-de-cohesion-sociale.html

Site du chantier national : <http://en-associant-les-parents.org>

Référents :

Bénédicte Havard-Duclos - LABERS : benedicte.havard-duclos@univ-brest.fr

Loïc Frenay - DSU Brest métropole : loic.frenay@brest-metropole-oceane.fr